



▲ Réunion, jeudi, entre la municipalité de Mugron et le cabinet Territori. ©PHOTO A. B.

**A**doptée en 2014, la loi Labbé fixait à 2020 l'interdiction des pesticides pour l'entretien des espaces verts publics (sauf stades, cimetières) et à 2022 pour les jardins particuliers.

Mais en juillet 2015, la loi de transition énergétique pour la croissance verte a ramené à 2017 l'interdiction de l'usage des produits phytosanitaires sur les espaces publics et à 2019 pour les particuliers.

Qu'on les nomme « produits phytosanitaires », « pesticides » ou « produits phytopharmaceutiques », ces préparations sont utilisées pour protéger les végétaux contre tous les organismes nuisibles ou à prévenir leur action (fongicides, herbicides, insecticides...). Jugés longtemps indispensables, les pesticides sont désormais au centre des préoccupations environnementales de la municipalité mugronnaise.

Une étude de diagnostic

Épaulée par le bureau d'études Territori, basé à Bazet, la commune s'est engagée dans une démarche Zéro phyto.

De réunions d'information en formation des services techniques de la Ville, de visites sur la commune sur les lieux stratégiques et reproductibles en réflexion sur la gestion différenciée des espaces, la marche à suivre se dessine... Grâce aux aides du Département et de l'Agence de l'eau, une étude de diagnostic des pratiques ainsi que – l'élaboration et la mise en œuvre – de plan d'actions (organisation des équipes, des équipements et matériels, méthodes préventives permettant d'éviter les interventions) sont en cours.

« Même si la loi autorise encore les produits phyto, la volonté du maire et des élus de Mugron est d'ancrer la commune dans un zéro phyto véritable, se réjouissent Franck Saint-Girons et Marc Saubion du bureau d'études Territori, qui préviennent.

« Dans les jours qui viennent, il y aura beaucoup de démarchage pour des produits bio contrôle mais attention ils sont reconnus comme produits phyto... »

Proposer des alternatives

Sur les 234 510 mètres carrés d'espaces verts de la commune de Mugron, 22 910 sont traités chimiquement. L'idée est donc de proposer des alternatives tenant compte du matériel, du potentiel humain et de la nature du terrain.

« On rentre dans une démarche zéro phyto, explique la municipalité. On va retrouver des lignes vertes... On va réfléchir sur la gestion des massifs (paillage, arrosage), sur la valorisation du bois de taille, l'achat de matériel adapté... »